



# IMPACT DE LA COVID-19 ITÉRATION DE L'ENQUÊTE 5

Soutenu par



## PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les entreprises de la RDC s'adaptent à la «nouvelle normalité», mais il reste un long chemin à parcourir avant que les entreprises se rétablissent complètement. Les signes d'une reprise modeste se poursuivent.

**1/3** Plus d'un tiers des chefs d'entreprise notent une amélioration des conditions de leur entreprise lors du dernier mois, et seuls 10% une détérioration

**59%** signalent toujours que leurs revenus sont faibles comparés à l'année précédente, moins qu'en Septembre (73%) et Juillet (94%)

**1/4** Moins d'un quart des entreprises craignent de ne pas pouvoir rembourser leurs dettes, contre 41% en juillet

Cette amélioration peut être due à une adaptation réussie des entreprises à la «nouvelle normalité».

**84%** des entreprises affirment toujours avoir en place des mesures importantes pour protéger les employés et les clients de la COVID-19

La mesure commune mise en place par la plupart des entreprises est la réorganisation de leur lieu de travail

**1%** Les entreprises sont en retard sur la numérisation. Seules 1% des entreprises ont introduit une politique de travail à domicile ou accru l'automatisation

La récupération n'est pas encore terminée; le gouvernement et les chefs d'entreprise doivent se concentrer sur la meilleure façon de soutenir le secteur privé à moyen terme.

**61%** des entreprises dont la situation s'est aggravée en septembre citent la baisse de la demande comme le principal défi

**89%** des entreprises déclarent avoir besoin de soutien du gouvernement

**39%** emploient moins de personnel à plein temps qu'au même moment l'année passée, et 92% l'attribuent à la pandémie

Pour plus d'informations sur les tendances mentionnées ci-dessus, veuillez télécharger l'ensemble de données - disponibles [ici](#).<sup>1</sup>

1. La dernière (cinquième) itération de l'enquête a eu lieu entre le 2 et le 14 octobre et 207 entreprises ont été interrogées.

## À PROPOS DE L'ÉTUDE

Cette étude vise à suivre l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur les entreprises à travers la République démocratique du Congo (RDC). Grâce à des données et à des analyses, complétées par la contribution directe des chefs d'entreprise, elle donne un aperçu de la manière dont le gouvernement et d'autres parties prenantes peuvent soutenir au mieux la reprise des activités des entreprises en 2021 .



L'étude est issue un partenariat entre Elan RDC et la Fédération des Entreprises du Congo (FEC). L'enquête initiale de la FEC de mai 2020 sur les effets de la COVID-19 sur l'activité économique en RDC a été bien accueillie , et nous avons jusqu'à présent réalisé cinq études de suivi. Au total, nous exécuterons l'enquête neuf fois, y compris l'étude originale du FEC – ceci étant la cinquième itération. Chaque étude consiste en une enquête auprès d'environ 200 entreprises de différentes tailles, issues de différents secteurs et endroits pour comprendre leurs défis en constante évolution. Les résultats de la dernière itération de l'enquête (ayant eu lieu entre le 2 et le 14 Novembre 2020) sont téléchargeables [ici](#). Ce rapport fait suite à des publications antérieures accessibles [ici](#).

La publication de chaque cycle de résultats est accompagnée d'un briefing commercial (voir ci-dessous) se concentrant sur les défis particuliers auxquels les entreprises sont confrontées. Dans cette itération, nous interrogeons des analystes de l'Economist Intelligence Unit (EIU) au sujet des perspectives de retour à la croissance en RDC.

## BUSINESS BRIEF - PERSPECTIVES DE CROISSANCE À MOYEN TERME EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Les données de cette enquête auprès des entreprises et d'une enquête auprès des ménages menée par ELAN RDC et Kinshasa Digital suggèrent cependant que les impacts socio-économiques négatifs de la pandémie persistent sur tout le territoire. En 2020 Novembre, 59% des entreprises font état d'une chute de leurs chiffres d'affaires par rapport à la même période l'année dernière. En Octobre, les deux tiers des ménages à faibles revenus ont dû réduire leur consommation de nourriture et d'eau. Les impacts de la COVID-19 étant toujours une réalité financière en RDC, ce briefing se concentre sur les perspectives de croissance du pays en 2020-2021 . Il met en évidence les tendances régionales que les chefs d'entreprise peuvent rechercher comme des signes prometteurs de reprise.

Beth Warne s'est entretenue avec deux analystes de The Economist Intelligence Unit, Benedict Craven, économiste principal pour l'Afrique, et Trupti Agrawal, analyste pour la RDC, sur leur vision du pays et de la région. Nous combinons leurs points de vue à ceux des chefs d'entreprise de toute la RDC à propos des plus grandes opportunités et écueils pour le croissance pour l'année prochaine.



# PERSPECTIVES DE CROISSANCE RÉGIONALE

BENEDICT CRAVEN, ÉCONOMISTE PRINCIPAL POUR L'AFRIQUE, THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT

INTERVIEWÉ PAR BETH WARNE.

**Au début de la crise, de nombreuses personnes craignaient que les systèmes de santé en Afrique subsaharienne ne soient débordés. Pourquoi n'avons-nous pas vu cela autant que certains s'y attendaient ? De quelles autres manières la pandémie a-t-elle eu un impact sur la région ?**

La principale raison pour laquelle de nombreuses régions d'Afrique ont pu échapper aux grandes crises de santé publique observées en Europe et en Amérique du Nord est l'âge de leurs populations. En raison de la nature du virus, ces pays, où environ 50% de la population a moins de 25 ans, sont beaucoup moins susceptibles de subir des effets accablants sur la santé que dans les pays à population plus âgée. Du point de vue à la fois sanitaire et économique, c'est un avantage de l'Afrique sur le reste du monde en ce moment. C'est également pour cela que nous sommes moins susceptibles de voir une deuxième vague et un reconfinement arriver dans ces pays, comme ceux que l'on observe dans d'autres pays et régions du monde. Cela dit, il n'y a pas de place pour la complaisance au vu des signes inquiétants d'une réémergence du virus dans les grands centres urbains, dont Kinshasa. Il est souvent difficile d'évaluer l'ampleur réelle de la première vague car les tests dans la région restent faibles.

Là où nous avons pu voir de graves impacts économiques en Afrique subsaharienne, c'est dans le secteur extractif. Dans de nombreux pays, bien qu'il ne représente que 10-20% du PIB total, le rôle que joue le secteur dans le soutien des finances publiques à la fois en termes de fiscalité et comme source de monnaie de change a un grand effet sur l'économie globale. À court terme, nous observons une crise de la dette publique qui croit alors que les gouvernements sont confrontés à une crise de trésorerie en raison de la baisse des recettes fiscales et de la nécessité d'augmenter les dépenses pour faire face à la pandémie. Bien que la Banque mondiale, le FMI et d'autres organisations internationales prennent des mesures pour soutenir les pays à risque, la nature complexe de ce défi signifie que les dépenses publiques devraient baisser à court terme, les pays devant détourner des ressources pour rembourser leur dette.

**Comment une baisse des dépenses publiques affecterait-elle les perspectives de croissance à moyen terme dans la région ?**

La plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont un déficit d'infrastructure important. Même avec la croissance des investissements publics que nous avons constatée depuis la crise financière de 2008, il reste des défis autour de la production d'électricité, des transports et de la domination de l'économie informelle. La baisse prévue des dépenses publiques signifie que

cet écart prendra encore plus de temps à se combler. En théorie, on peut s'attendre à ce que le secteur privé « intervienne » pour aider dans cet effort - par le biais de véhicules d'investissement tels que les partenariats public-privé - cependant, cette partie de l'économie reste petite et l'environnement des affaires difficile. De telles contraintes rendent une telle approche mixte plus difficile à adopter, en particulier pour les grands projets d'infrastructure.

**Au vu de ces informations, qu'est-ce qui selon vous alimentera la reprise économique dans la région à court terme ?**

La bonne nouvelle est que, bien que le secteur des industries extractives ait été durement touché dans les premiers mois de la crise, l'EIU s'attend à une reprise relativement rapide des prix et de la demande. D'une importance particulière pour la RDC, les prix du cuivre devraient augmenter rapidement en 2021 et 2022 alors que la demande des constructeurs de voitures électriques devrait augmenter. Les pays disposant de réserves de cette ressource clé devraient attirer des investissements importants à moyen terme.

**Quelles métriques clés suivez-vous pour suivre la reprise dans la région ?**

Les trois domaines clés que nous surveillons sont les industries extractives, la dette du secteur public et les réformes de l'environnement des affaires. Les deux premiers sont intuitifs et faciles à suivre; cependant, le troisième sera tout aussi crucial pour la croissance à moyen et long terme. Ici, il est essentiel de surveiller non seulement les changements, mais aussi de se tenir au courant de la durabilité probable de toute réforme en faveur des entreprises. Les pays de la région prennent souvent des mesures pour protéger une entreprise pendant la crise, qui sont ensuite écartées au profit d'approches moins favorables au marché.

## PERSPECTIVES DE CROISSANCE DE LA RDC

TRUPTI AGRAWAL, ANALYSTE POUR LA RDC, THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT,  
INTERVIEWÉ PAR BETH WARNE

### **D'un point de vue macro-économique, comment avez-vous vu l'impact de la crise de la COVID-19 sur la République démocratique du Congo?**

Tout d'abord, il est important de dire que la RDC subit encore les impacts économiques de la COVID-19. L'EIU ainsi que la Banque Centrale prévoient encore une récession en 2020. Sur la perspective macro-économique, l'impact principal était la baisse en prix et en demande des principales exportations de RDC, le cuivre et le cobalt. Cela faisait partie d'une tendance mondiale et signifiait que, bien que la production soit restée à des niveaux stables pendant la crise, un écart est apparu dans les volumes et les revenus générés par les exportations. De plus, essayer de dresser un tableau précis des impacts à court terme est un défi. Les données de production sont souvent révisées à la baisse après la publication initiale, et notre équipe surveille donc de très près les nouvelles informations qui émergent.

### **Quand pensez-vous que nous commencerons à voir la croissance revenir en RDC?**

Nous prévoyons un retour à la croissance économique en 2021. Les prix du cobalt et du cuivre se sont mis à monter compte-tenu de la demande accrue, en particulier de l'Asie. Le fait que la production n'ait pas été significativement impactée en RDC, en partie grâce au lancement d'une nouvelle mine de cuivre et cobalt (Dewiza) en Janvier 2020, signifie que les revenus d'exportation pourraient augmenter rapidement l'année prochaine. Une croissance est également attendue dans d'autres secteurs de l'économie, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et des services, suivant la levée des restrictions domestiques. Cependant, ces secteurs ne sont pas aussi importants sur le plan macro-économique que l'exploitation minière en 2021 et 2022.

### **A moyen terme, quelles sont selon vous les opportunités clés pour l'économie de la RDC au cours des 5 prochaines années?**

À moyen terme, l'EIU s'attend toujours à ce que le secteur extractif domine. Il existe de vastes ressources minérales dans le pays qui ont un potentiel important et de nouveaux projets tels que le projet Kamao Kakula apporteront une nouvelle production substantielle. Malheureusement, les défis dans le milieu des entreprises signifient que nous prévoyons pas encore l'importante croissance dans le secteur des services que l'on peut observer dans d'autres pays de la région. La RDC ne dispose pas de la stabilité ou des infrastructures en place pour occuper une bonne place dans les secteurs à forte valeur ajoutée tels que le tourisme au cours des



cinq prochaines années. Bien que des progrès dans ces domaines soient perceptibles, ils sont peu susceptibles de conduire à une croissance de plus de 4% tant que la stabilité politique à long terme n'est pas atteinte, qui contribuera à encourager davantage d'investissements nationaux et internationaux.

### **Quels sont certains des risques que vous surveillez pour anticiper la reprise en 2021?**

La mise en œuvre du code minier sera un élément important. L'incertitude quant à la fin du moratoire actuel sur les exportations de concentrés minéraux pèse sur les investissements de l'industrie. Il est clair que les capacités nationales de transformation ne sont pas en mesure de gérer pleinement la demande; par conséquent, la transparence sur la manière dont la politique fonctionnera en pratique est nécessaire dès que possible pour garantir que les entreprises puissent planifier les changements qu'elles devront apporter. La situation politique intérieure est un autre domaine d'incertitude. Les entreprises nationales et internationales surveilleront si le Président servira jusqu'à 2023 avec la coalition actuelle, s'il arrivera à former une nouvelle coalition majoritaire ou s'il y aura des élections anticipées. Là encore, la transparence est essentielle - une communication claire avec le public et le marché aidera les entreprises à rester confiantes dans leurs opérations à court terme.

## LA VOIX DES ENTREPRISES DE LA RDC

Dans l'itération d'octobre, l'équipe a interrogé 200 chefs d'entreprise sur leurs points de vue sur les perspectives de reprise à court terme et de croissance à moyen terme. Les résultats sont résumés ci-dessous.

### Sur les perspectives de reprise à court terme

Le sentiment des affaires est globalement conforme à la position des analystes de l'EIU sur une reprise en 2021. Plus de la moitié des chefs d'entreprise s'attendent à voir leurs entreprises se redresser complètement vers mars de l'année prochaine, un quart suggérant que le retour à la normale prendra plus de temps. L'incertitude persiste: une entreprise sur six ne sait toujours pas quand et si l'entreprise atteindra les niveaux de la pré-pandémie. Nos données suggèrent également que les entreprises de taille moyenne (entre 5 et 200 employés) se sentent plus optimistes par rapport aux petites et grandes entreprises. 81% disent qu'ils se remettront de la crise de la COVID-19 à un moment donné dans le futur, contre 72% des petites entreprises et 73% des grandes entreprises.

Les chefs d'entreprise signalent également moins de préoccupations quant à leur capacité à rembourser leurs dettes. En novembre, moins d'un quart ont déclaré ne pas savoir s'ils effectueraient leur prochain remboursement, contre plus de 40% en août. Espérons que cette incertitude décroissante se traduira par une demande accrue de main d'oeuvre. Aujourd'hui,

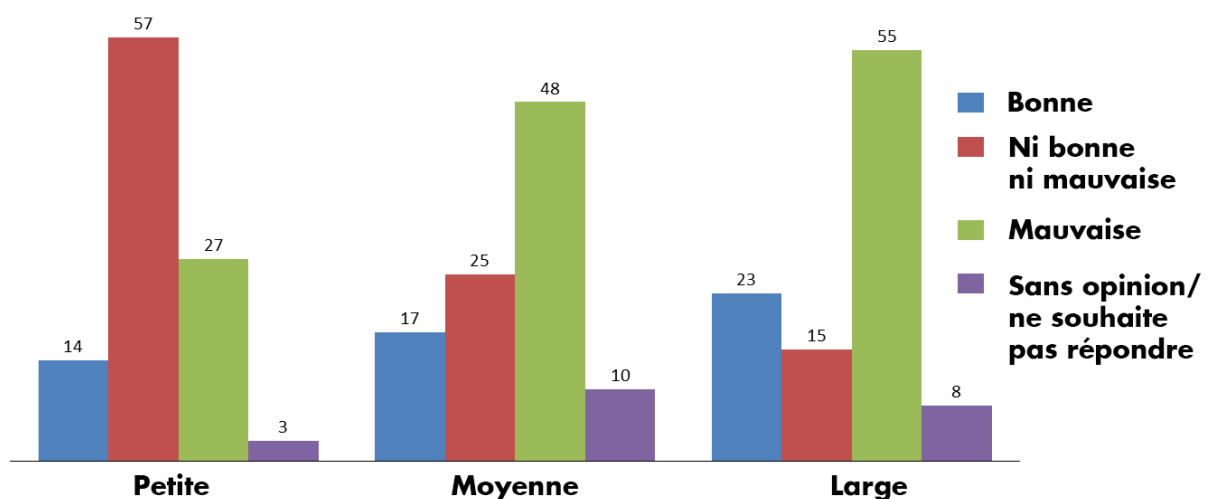
quatre entreprises sur dix emploient moins qu'avant la pandémie et une sur dix a dû licencier du personnel en novembre. L'amélioration des perspectives d'emploi est essentielle pour rétablir la demande intérieure et aider la population à se remettre de cette crise.

### Sur les perspectives de croissance à moyen terme

Bien que la vision à court terme s'améliore, de nombreux chefs d'entreprise sont beaucoup moins optimistes quant aux perspectives à moyen terme. Moins de 20% des entreprises disent que les perspectives de croissance de la RDC sont «bonnes» ou «très bonnes», et environ 40% les décrivent comme «mauvaises» ou «très mauvaises». Il y a des tendances régionales claires: 28% des entreprises à Kinshasa sont optimistes, mais moins de 5% au Nord et au Sud Kivu.

Les données suggèrent également que les grandes entreprises en RDC sont plus optimistes quant à la croissance que les petites entreprises. 23% des grandes entreprises voient les perspectives de croissance comme «bonnes» ou «très bonnes», contre seulement 14% des petites entreprises. Cependant, celles-ci sont beaucoup plus susceptibles d'être sans opinion sur la croissance: 53% jugent les perspectives de croissance comme ni bonnes ni mauvaises contre seulement 25% des entreprises de taille moyenne et 15% des grandes entreprises.

### Opinion des chefs d'entreprise sur les perspectives de croissance par taille d'entreprise % du total des réponses - sélection unique



Conformément au point de vue des analystes de l'EIU, la gouvernance et la réglementation ont été citées comme les facteurs les plus cruciaux pour la croissance à tous les niveaux. 41% des chefs d'entreprise considèrent que des améliorations dans ce domaine sont essentielles à la croissance de l'économie au cours des cinq prochaines années. D'un autre côté, plus d'un tiers des chefs d'entreprise qui avaient une vision négative des perspectives de croissance ont suggéré que de mauvaises politiques et la corruption seraient les principales raisons pour lesquelles l'économie ne s'est pas améliorée. C'est une indication forte que le moment est venu de mettre en place un programme favorable aux entreprises en RDC.

## AUTRES MISES À JOUR MACRO-ÉCONOMIQUES

Le Comité de politique monétaire a tenu sa dernière réunion le vendredi 6 novembre 2020 sous la présidence de M. Déogratias Mutombo Mwana Nyembo, gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC). Le compte-rendu de la réunion reflète l'analyse et les prévisions les plus récentes de la BCC sur l'économie congolaise. Dans la dernière version statistique du 4 Novembre 2020, la BCC n'a pas mis à jour ses attentes pour une baisse du PIB de 1,7% en 2020.

L'inflation mensuelle en octobre a légèrement augmenté à 0,45% contre 0,28% en septembre; cependant, cela reste bien inférieur au taux de 2,95% de juillet 2020. L'inflation annuelle était de 14,47% et est maintenant projetée à environ 17,3% annualisés pour 2020. Le déficit budgétaire a atteint 86 milliards de CDF (43 millions de US dollars) en octobre et les dépenses sont passées de 520 milliards CDF (265 millions de US dollars) en août à un peu plus de 600 milliards CDF (304 millions de US dollars). Les revenus ont été inférieurs d'environ 20% aux prévisions pour le mois.



Pour plus d'informations sur la méthodologie de l'enquête ou si vous souhaitez contribuer à cette étude, veuillez contacter M. Bertin Muderhwa :

E-mail : [b.muderhwa@fec-rdc.com](mailto:b.muderhwa@fec-rdc.com)

Téléphone : +243823678354

Ce programme de recherche est soutenu par UKAID à travers le programme de développement du secteur privé ELAN RDC.